

en COLÈRE et DEBOUT!

Intersyndicale des agents de Montreuil



Conseil municipal du 15 juin le déshonneur de la municipalité

Retrouvez les vidéos prises en direct avant et pendant ce conseil municipal sur
www.facebook.com/encolereetdebout

Mercredi 15 juin, lors de la séance reportée du conseil municipal, nous étions plus de 200 agents en colère et debout pour faire valoir nos droits et défendre les services publics de notre ville !

Pour rappel, ce conseil municipal devait voter la suppression de deux acquis sociaux (prime d'installation et congé pré-retraite) et la réduction de la subvention versée au COS. L'assemblée général des agents avait proposé au maire une rencontre en délégation élargie et comme condition de reprise du dialogue le retrait des trois mesures de l'ordre du jour du conseil municipal. Ces deux propositions ont été refusées par le maire, celui-ci voulant négocier dans les conditions qu'il fixe et sans actes concrets prouvant sa volonté réelle de dialogue.

Mercredi, c'est sous un dispositif de haute sécurité que nous avons dû pénétrer en mairie pour assister à une séance pour laquelle l'intersyndicale des agents avait initialement appelé à participer dans un silence d'enterrement du service public et de nos acquis sociaux.

Un cordon de sécurité à la porte de l'hôtel de ville, composé d'agents de la police municipale et de collègues de la Tranquillité publique, de la police nationale, et d'au moins 14 agents de sécurité d'une entreprise privée, avait été mobilisé par la municipalité pour l'occasion ! Quelle gabegie financière en période d'économies !

Rien ne nous aura été épargné pour pouvoir entrer et simplement assister à un conseil municipal en séance publique : fouille des sacs, fouille au corps, palpations, confiscation des tracts et biens personnels, une collègue s'est même vue confisquer les dattes qu'elle avait apportées pour la rupture du jeûne...

De la violence, du mépris, des scènes d'humiliation... et aux commandes, le DGS en personne orchestre et donne les ordres. Il ose dire aux agents dénonçant la situation que ces mesures relevaient de vigipirate renforcé au vu de l'actualité. Quand le gouvernement fait honteusement l'amalgame entre mouvement social et groupuscules de casseurs violents, à Montreuil aussi, on traite les agents et la population de potentiels semeurs de troubles criminels. C'est donc avec une grande difficulté que des agents, parents, enseignants et habitants ont pu pénétrer dans l'enceinte ultra bunkerisée qu'est la maison commune !

Mais ce n'était pas encore suffisant pour la municipalité ! À l'intérieur c'est cadenas et vigiles omniprésents qu'il faut de nouveau affronter, et c'est au balcon de la salle des fêtes qu'il nous faudra monter, là encore sous haute surveillance, pour assister à la séance publique du conseil municipal qui doit voter trois mesures de casse sociale contre le personnel de la Ville.

Après avoir débuté le conseil municipal avec une minute de silence en solidarité avec les victimes de l'horrible et inacceptable tuerie homophobe d'Orlando et du meurtre de Magnanville, le maire engage le vote des trois mesures antisociales que nous combattons depuis des mois, et prie le maire adjoint M.Molossi de présenter lesdites mesures.

La contestation, la colère, l'émoi et l'écoeurement de l'assistance ne tardent pas à se faire entendre, et c'est sous des huées, des sifflets, des slogans scandés avec vigueur que vacille l'organisation de l'assemblée. Aucun de nous n'est écouté, la bravoure et la ténacité des personnes présentes ne suffiront pas !

Le maire décide un huis clos. Le conseil municipal est expédié sans public en moins de deux heures alors que plusieurs sujets au delà de nos acquis concernaient les Montreuillois (refonte du quotient familial, compte administratif 2015, ...)

Rappelons pourquoi nous étions là, si nombreux et déterminés, malgré l'heure tardive, malgré l'acharnement à nous faire plier, malgré le refus du dialogue. L'intersyndicale et les agents demandent au maire :

- **Une reprise du dialogue** dans des conditions conformes à la volonté des agents réunis en assemblée générale.
- **Le respect des instances paritaires** et de ses élu-e-s, en commençant par l'ancienne secrétaire générale de la CGT qui attend toujours une réintégration
- **Le retrait des mesures** de casse des acquis du personnel (hélas, celles-ci ont été votées hier)
- **Les respect des engagements** pris par le maire en septembre 2015 soient mis en œuvre (embauche pérenne des emplois d'avenir, remplacement des congés maternité, étude objective sur la souffrance au travail, ...).
- **Un véritable plan de titularisation** pluriannuel digne de ce nom pour diminuer la précarité et maintenir un service public de qualité.
- **La transparence** sur les choix budgétaires qui concernent les agents et les usagers.
- **Que le personnel ne soit pas la variable d'ajustement budgétaire.**

Plus largement, nous demandons que nos alertes sur la dégradation du service public local soient entendues des élus et de l'administration. Au delà des discours rassurants tenus par la municipalité, le service public rendu par les agents est en effet mis à mal. Réduction des ouvertures des services publics (crèches et centres de loisirs), non remplacement des départs en retraite, surcharge de travail, désorganisation du travail, incapacité à payer les fournisseurs : les dysfonctionnements sont nombreux.

Nous, agents, perdons souvent de vue le sens de notre travail et sommes démunis face aux usagers. Pourtant, cette situation n'est pas une fatalité. D'autres choix sont possibles.

Pour prolonger la lutte, pour échanger sur ses suites, et construire les services publics que nous voulons, retrouvons nous agents et usagers pour un grand

Pique-nique debout
Lundi 20 juin de 12 heures à 14 heures
Place Jean Jaurès